

prix du charbon métallurgique canadien demeurant néanmoins plus bas que celui du charbon américain, la diversification du marché est en train de se faire, ce qui assure plus de stabilité aux opérations actuelles et à l'exploitation possible. Par ailleurs, des marchés d'exportation pour les centrales thermiques commencent à poindre.

Une politique d'exportation doit cependant considérer d'abord le taux de croissance raisonnable, compte tenu de la demande canadienne. Il paraît nécessaire d'augmenter la production, notamment en mettant de nouveaux gisements en exploitation. Mais, si l'on ne veut pas engager le pays dans une exploitation trop rapide de ses ressources charbonnières, il importe d'évaluer les stocks (d'un point de vue quantitatif et qualitatif) et la ren-

tabilité de l'extraction. Aussi le gouvernement fédéral a-t-il incité les dix gouvernements provinciaux et le secteur privé à participer à un programme national destiné à évaluer les ressources.

Les réserves connues de charbon sub-bitumineux des plaines de l'Alberta par exemple, laissent prévoir une durée de trente ans, mais il faut procéder le plus tôt possible à une évaluation détaillée pour déterminer la demande à long terme de charbon thermique, de gazéification et de liquéfaction, ce charbon intéressant vivement l'Hydro-Ontario ainsi que les acheteurs étrangers. Ou encore, les réserves connues de charbon métallurgique dans les montagnes de l'Alberta et de la Colombie-Britannique s'élèvent à 8 milliards de tonnes, mais la rentabilité de leur exploitation est limitée par les méthodes courantes d'extraction en

surface. Le charbon exploitable en surface se trouve en effet dans des poches et non dans des gisements importants. Or ces poches ne contiennent, dans l'état actuel des évaluations, que 1 milliard de tonnes; leur durée serait d'environ quarante ans.

Dans la conjoncture actuelle, surtout si la hausse des coûts demeure inférieure au Canada à celle qui est enregistrée aux États-Unis, les réserves charbonnières de l'ouest canadien sont destinées à prendre beaucoup d'importance, d'une part du point de vue de l'autosuffisance, d'autre part d'un point de vue plus strictement économique. Encore faudra-t-il, pour mener une action efficace, être en possession d'éléments détaillés sur l'importance, la qualité et les conditions d'exploitation des gisements et améliorer le système de transport. ■

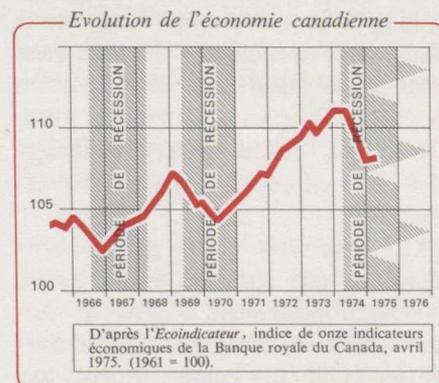
conjoncture

La reprise économique est-elle en vue ?



Au milieu de l'année 1975, on sait avec précision à quel point les facteurs de croissance se sont détériorés depuis que le gouvernement fédéral a établi son budget (1) et l'on se demande dans quelle mesure les perspectives s'amélioreront d'ici au 31 décembre.

Après un mauvais quatrième trimestre – la plus mauvaise performance trimestrielle, selon Statistique Canada, depuis la récession de 1961-1962 – l'année 1974 a marqué une croissance du produit national brut de 3,7 p. 100. Celle-ci avait été de 6,8 p. 100 en 1973, de 5,8 p. 100 en 1972, de 5,6 p. 100 en 1971. Les dépenses des ménages ont enregistré, en termes réels, une baisse de près de 1 p. 100 au cours de l'année et cette baisse a surtout porté sur les dépenses de logement et de biens durables. Différant quelque peu l'achat de vête-



ments, d'ameublement et surtout de voitures (même d'occasion), les Canadiens ont orienté leurs achats vers les services, l'alimentation, la location de logements, les transports. Le taux d'inflation a été finalement de 13,1 p. 100 pour l'année 1974, après une forte décroissance au cours du dernier trimestre (8 p. 100).

Alors que l'économie canadienne est tardivement affectée par l'ampleur et la durée de la récession aux États-Unis (les échanges entre les deux pays représentent plus des deux tiers du commerce extérieur canadien), les observateurs s'accordent à prévoir un faible taux de croissance au cours du second semestre et donc pour l'année tout entière. D'après le Conference Board in Canada, organisme privé, la croissance du produit national brut ne devrait guère dépasser 2 p. 100 cette année. Le chômage continuerait à s'accroître et les bénéfices des sociétés subiraient une réduction sensible (10 p. 100). En revanche, le taux d'inflation serait ramené aux environs de 10 p. 100 et on devrait enregistrer une forte reprise des investissements. La valeur des exportations diminuerait de 6,5 p. 100 tandis que le total des importations ne diminuerait que de 3,5 p. 100, ce qui créerait un important déficit de la balance commerciale. Le Conference Board estime cependant que la stagnation actuelle ne durera pas : au cours du troisième trimestre et, plus encore, du quatrième, des zones d'expansion devraient apparaître sur les cartes des prévisionnistes. ■

1. Exercice budgétaire ouvert le 1er avril dernier et qui sera clos le 31 mars 1976. Voir Canada d'aujourd'hui, avril 1975.